

Le capitalisme des abysses

par Hugo Vidon

L'aggravation du changement climatique se fait de plus en plus visible et touche désormais même les milieux a priori les plus éloignés, comme les fonds marins. Pourtant, ceux-ci sont intégrés aux transformations du monde depuis le XVI^e siècle, selon des mouvements pluriels et concurrents.

À propos de : Romain Grancher, Solène Rivoal (dir.), *Dernière frontière. Une histoire environnementale du fond de la mer*, Champ Vallon, 2025, 280 p., 24 €.

Il ne fallait pas moins d'un collectif interdisciplinaire et transpériode de treize autrices et auteurs pour offrir un aperçu de l'histoire de ces fonds marins et de ceux qui les exploitent aux temps modernes, de la colonisation de l'Amérique du XVI^e siècle à nos jours. *Dernière frontière* propose une plongée dans ce long mouvement d'appropriation, qui s'accélère après la Seconde Guerre mondiale. En permettant de fructueux croisements entre sociologie, droit et histoire, ce passage par le fond de la mer renouvelle notre connaissance d'un espace lointain et pourtant intégré dans les transformations du monde contemporain. Et nous rappelle ainsi que l'histoire de l'environnement ne peut être qu'une histoire totale et connectée.

Les médiateurs de l'invisible

Que ce soit par le dessin, la captation vidéo ou l'observation des objets qui en proviennent, un des principaux enjeux a toujours été de rendre visible le fond marin, afin de le rendre « accessible et désirable » (p. 139) aux sociétés de la surface. Si la vue en a été un vecteur essentiel, d'autres sens, comme le toucher ou l'ouïe, ont pu être mobilisés par les usagers des ressources sous-marines, principalement les pêcheurs. À l'inverse, maintenir l'invisibilité des fonds marins apparaît comme une solution efficace, voire même « élégante » (p. 98) pour ceux qui souhaitent continuer à les exploiter sans contradiction.

Cette invisibilisation du fond de la mer, favorisée par son éloignement et sa difficulté d'accès, est un processus actif soutenu par nombre d'acteurs industriels et d'aménageurs. Car la vue des conséquences de ces aménagements, comme le surgissement en 1960 sur la côte du Massachusetts d'un baril d'uranium immergé dans l'océan, ont été particulièrement efficaces pour conscientiser et mobiliser les acteurs politiques, citoyens ou scientifiques. Ceux-ci cherchent ainsi, souvent, à « surveiller ce que l'on ne voit pas » (p. 201).

La science a aussi pu servir à explorer le fond de la mer en mobilisant différents outils, comme les cartes ou la taxinomie des espèces, pour ordonner ce monde mal connu. Loin d'un rapport direct avec leur objet d'étude, les physiciens, biologistes ou océanographes ont plutôt contribué à découper la mer, considérée comme un simple laboratoire. Ils ont permis de faire connaître le fond des océans et les espèces qui y vivent et d'identifier les risques que peuvent créer certains projets d'exploitation intensive, comme le forage explosif pétrolier ou la pêche profonde au chalut. L'utilisation de moyens mis en place pour répondre à des besoins productifs, comme les sondes ou les câbles télégraphiques, a permis un accès plus direct aux fonds marins tout en rendant les scientifiques dépendants des intérêts économiques. Ce qui peut expliquer qu'en défendant un « bon usage » des eaux et du plancher océanique (le sol du fond de la mer), ils rendent possible son usage industriel et extractiviste, se contentant de le rendre acceptable en « minimisant les risques » (p.242).

La face cachée du colonialisme

Car cette histoire est avant tout celle d'une exploitation du fond de la mer inscrite dans un mouvement plus général : celui de l'essor colonial de l'Europe. Dès la fin du Moyen Âge, d'importants empires maritimes s'imposent à la surface des flots, mais aussi dans les profondeurs, intensifiant l'exploitation des ressources maritimes au gré de leurs besoins économiques et des nouvelles capacités techniques. De la « Côte des Perles » de la Caraïbe espagnole aux pêcheurs de l'Algérie française et aux grands pétroliers occidentaux, le fond de la mer est une des premières proies du colonialisme. L'enclosure du fond de la mer et la destruction de ses « incultes » (bancs de poissons, champs de perles, sols) participent pleinement à la privatisation coloniale et capitaliste du monde. Elle apporte avec elle sa société violente et stratifiée. On y retrouve, à la fin du XVI^e siècle, des milliers d'esclaves ouest-africains assignés à la récolte des perles dans les Caraïbes par une méthode de plongée en apnée particulièrement dangereuse (p.61).

L'ouvrage a également le mérite de rappeler que, si de nombreuses modalités d'exploitation ont été développées outre-mer, elles ont ensuite eu des conséquences en Europe. Les savants formés dans les colonies y ont ainsi rapatrié leurs savoir-faire (plongée, pêche en haute mer). À l'inverse, les décolonisations et leurs conséquences géopolitiques que sont les guerres ou les nationalisations de ressources ont forcé les États et entreprises européennes à rapatrier certaines activités polluantes sur leurs côtes. Cette nouvelle donne a pu entraîner de nouvelles tensions. C'est ainsi qu'il faut comprendre les réflexes de NIMBY (« Pas dans mon jardin ») des élus de la Côte d'Azur contre la perspective de « voir des derricks depuis les terrasses de la Croisette » (p. 245) dans les années 1970, alors même que la survie touristique de leurs villes dépendait de l'accès à un pétrole peu cher et abondant.

Les politiques coloniales sont cependant loin d'être homogènes, entre les États, mais aussi en leur sein. Dès les années 1520, une opposition se crée entre les représentants de la couronne espagnole, qui perçoivent les ressources coloniales comme une manne à taxer à tout prix et les colons, qui cherchent à mettre en place une culture plus respectueuse des ressources et donc plus rentable sur le long terme. L'éloignement et l'inadaptation des mentalités européennes face à ces territoires entraînent des tensions, non pas sur le bien-fondé de l'exploitation des fonds marins, mais sur ses modalités. Ces concurrences se retrouvent au sein de l'administration française où se développent « deux visions utilitaristes de la colonisation » (p. 88) qui

privilégient alternativement et de manière concurrentielle la pêche ou l'extractivisme, le pétrole ou le nucléaire, le tourisme ou l'industrie. Un acteur semble tout de même systématiquement tirer son épingle du jeu, en France comme aux États-Unis : l'armée. Qu'il s'agisse de la marine, qui forme par ailleurs de nombreux marins et pêcheurs (comme le célèbre commandant Cousteau), ou du complexe nucléaire civil et militaire, ses intérêts sont parmi les mieux protégés.

Cette priorité stratégique donnée à la défense et l'extension des intérêts souverains des États est la dernière étape de leur affirmation coloniale sur la totalité de l'espace marin. Les conflits juridiques sur la liberté de circulation navale, initiés au XVI^e siècle, ont consacré l'appropriation de la surface maritime côtière par les États. À partir de la déclaration Truman de 1945, ils se poursuivent par de multiples négociations internationales, témoignant d'une véritable « obsession du territoire » marin (p.175), notamment de la part des grands États industrialisés. Ce processus de territorialisation et de zonage de la mer et du plateau continental, s'il permet de protéger certains fonds marins en restreignant leur exploitation à leur « État patronnant », cherche surtout à trancher les rapports de force internationaux. Les tensions militaires croissantes, par exemple en Méditerranée orientale autour de la définition des frontières maritimes de Chypre ou d'Israël, rappellent cependant les risques de cet ordre juridique international issu de la colonisation.

« Histoire par le fond, histoire par le bas »

Mais l'histoire du fond de la mer ne s'écrit pas seulement dans les bureaux des ministères et des entreprises. Elle est avant tout celle des populations qui connaissent ce monde sous-marin, dont les vécus, les pratiques et les récits sont mis en avant dans la plupart des contributions et ce dès l'introduction, qui revendique une « histoire par le fond qui rejoint l'histoire par le bas » (p. 20). Les intermédiaires occupent une place centrale dans la transmission des savoirs vernaculaires. Ils ont parfois un rapport différent aux produits, vivants ou minéraux, extraits des eaux, ouvrant parfois la porte à d'autres formes d'exploitation. La capacité à identifier les meilleures zones de pêche à la perle ou la lutte de certains États insulaires du Pacifique contre l'immersion des déchets nucléaires, s'expliquent à la fois par un rapport culturel différent à la nature de la part de ces populations extra-européennes et par une position de dominés dans les rapports de production (y compris de la norme) internationaux. En France, la conscience d'une « écologie populaire » (p. 261) chez les jeunes marins-pêcheurs

bretons est infusée de ce rapport direct aux produits captés au quotidien dans les fonds marins.

Cette histoire par le bas est donc une histoire de contestations, à différentes échelles. La plus courante est certainement la prise au tas, hors de tout contrôle hiérarchique, par les travailleurs de la mer sur les produits à haute valeur, comme les meilleures perles conservées par les esclaves espagnols ou la caisse de whisky pêchée par un chalutier et partagée entre tous les membres d'équipage à l'arrivée au port. De manière plus vindicative, des opérations en justice portées par des groupes d'intérêt professionnels (pêcheurs) ou politiques contre l'intensification de la pêche en Méditerranée ou l'extraction de granulats marins à destination du BTP, ont été victorieuses face aux autorités. Mais le déséquilibre du rapport de force conduit les opposants à jouer des tensions et des failles du système, en faisant traîner les processus juridiques, en refusant d'utiliser une nouvelle technologie ou en mobilisant l'opinion publique. Plutôt que de changer de manière durable les modes d'exploitation du fond marin, ils cherchent à rendre son exploitation trop coûteuse (économiquement ou politiquement).

S'intéresser aux contestations au fond de l'eau, c'est aussi questionner la manière dont celui-ci affronte sa propre exploitation, prenant ainsi sa part au sein de « la nature qui se défend ». La myriade d'accidents industriels, retards, surcoûts ou imprévus qui frappent les opérations industrielles en grande profondeur depuis la pose des premiers câbles télégraphiques sous-marins à la fin du XIX^e siècle, ont pu être pensés comme autant d'actes d'autodéfense du fond de la mer contre sa scarification. De même, en faisant émerger dans les mêmes chaluts des canettes de soda, des langoustes contaminées par la peinture au plomb et des restes de pêcheurs morts au travail, la mer finit par dévoiler les déchets que le capitalisme mondialisé a cherché à dissimuler derrière l'illusion d'un usage raisonné des océans.

Retour vers le futur

Si cette guérilla menée par la mer profonde et ses usagers est aussi notable, c'est parce qu'elle illustre les limites d'une idéologie vivace : celle, justement, d'une « dernière frontière » que l'humanité pourrait (voire, devrait) encore conquérir et coloniser. Un futur techniciste et extractiviste, dont le paroxysme se situe certainement dans les années 1950-1970. Au cœur des Trente Glorieuses, les fonds marins

semblaient, science à l'appui, pouvoir suppléer à tous les besoins de l'humanité. Ils auraient ainsi pu fournir les matières premières nécessaires pour l'énergie, la nourriture, la construction, mais aussi servir de poubelle de déchets et même accueillir des villes sous-marines. Autant de projets massifs d'aménagements marqués par une foi inébranlable dans le progrès, allant jusqu'à rêver d'un *homo aquaticus* capable de respirer sous l'eau.

Si *Dernière frontière* insiste sur les continuités qui peuvent donner à cette histoire l'image linéaire d'une incoercible conquête, il démontre à juste titre que le fond de la mer est jonché d'échecs, de majestueuses épaves et de grands projets dormant sur des cartes. Il nous renvoie plutôt à un autre futur, lui aussi construit durant la deuxième moitié du XX^e siècle : celui d'une planète marquée, jusque dans ses zones les plus inaccessibles, par les activités humaines. Loin d'un *eldorado* idyllique et vierge encore à coloniser, nous vivons déjà avec le fond de la mer. Il suffit d'une grande marée ou d'une pêche profonde pour nous renvoyer les « spectres pollués d'époques passées » (p. 262), cadavres d'un passé qui ne passe pas : celui de l'extractivisme colonial et du capitalisme productiviste.

Publié dans laviedesidees.fr, le 10 juin 2026.